

FÉVRIER 2021

ENQUÊTE REGIONALE

auprès des Représentants des Usagers en Commission Des Usagers (CDU)

77 RÉPONDANTS

> " Hôpitaux et cliniques : La démocratie en santé à l'épreuve de la crise COVID-19"





SOMMAIRE

- EDITO
- PROFIL DES RÉPONDANTS
- FONCTIONNEMENT DES CDU
- PLAINTES ET RÉCLAMATIONS PENDANT LA CRISE
- CELLULES DE CRISE
- VISITES
 - DÉPROGRAMMATIONS
- IMPLICATION DES RU
- **VERBATIMS**
- CONCLUSION



epuis le milieu des années 90, des représentantes et représentants des usagers (RU) participent à la vie des établissements de santé, notamment en siégeant dans des commissions. Ces commissions des usagers ont pour mission d'examiner les plaintes et réclamations, de produire des avis et propositions pour améliorer l'accueil et la prise en charge (en soins) des usagers. Ces RU sont désignés par les pouvoirs publics (Agences Régionales de Santé) après un appel à candidatures auprès d'associations agréées par une commission rattachée au Ministère de la Santé.

France Assos Santé qui rassemble la majorité des associations agréées disposant de RU a souhaité interroger les RU début 2021 pour revenir sur 2020, année spéciale pour la société en général et pour les établissements de santé en particulier. France Assos Santé a demandé aux RU comment ils avaient traversé cette période de crise sanitaire, si la démocratie en santé au sein des établissements de santé avait été plutôt mise en veille ou au contraire était restée en éveil.

personnes, soit 26 % des RU en Bourgogne Franche–Comté exerçant au moins un mandat dans une commission des usagers en établissements de santé ont répondu à cette enquête.

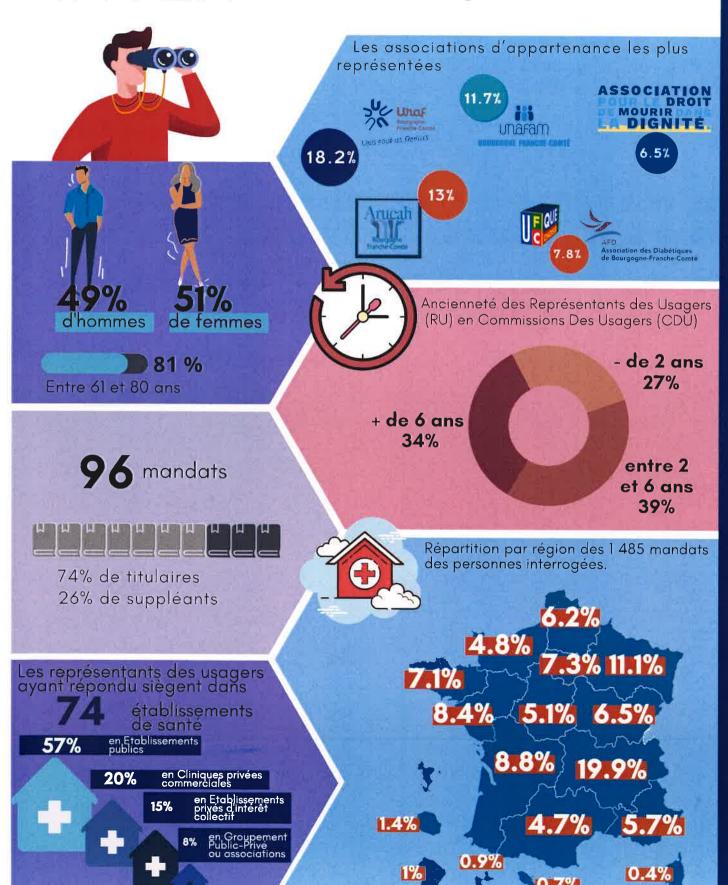
Très bonne lecture.



Marie-Catherine EHLINGER Présidente de France Assos Santé Bourgogne Franche-Comté

PROFIL DES 77 PERSONNES INTERROGEES







FONCTIONNEMENT DES CDU



La loi précise que les CDU doivent se réunir au moins 4 fois dans l'année.

En 2020, seules des CDU se sont réunies au moins 4 fois.

En comptabilisant les réunions en présentiel et à distance

A noter que 8.5% ne se sont réunies qu'une fois...



... et 21% pas du tout !



En novembre 2019, les CDU venaient d'être renouvelées.

L'installation des nouvelles CDU a été faite pour 81% à la fin du 1er trimestre 2020.

11 CDU soit 11.5% ont eu une installation tardive, ce qui a nécessairement eu un impact sur le nombre de réunions en 2020.

La situation sanitaire semble avoir eu un effet majeur sur le fonctionnement des CDU.



des RU indiquent

avoir eu également des contacts ou des réunions avec des représentants de l'établissement en dehors des réunions de CDU, contacts qu'ils ont jugés satisfaisants pour 82% d'entre eux.





des RU affirment **ne pas avoir échangé entre représentants des usagers** d'un même établissement.

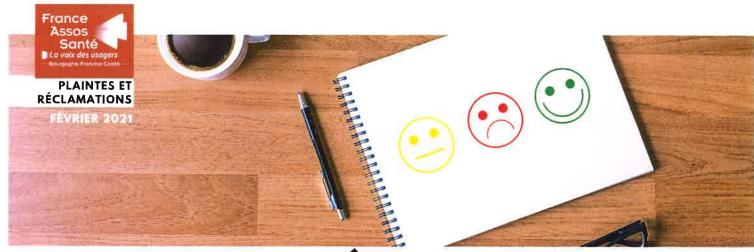




37.5%

indiquent avoir eu des échanges entre RU d'un même établissement et ont évoqués les sujets suivants :





PLAINTES ET RÉCLAMATIONS PENDANT LA CRISE

Depuis le début de l'épidémie, 32.5% des répondants estiment que l'accès aux plaintes et réclamations s'est dégradé.

ont indiqué que l'établissement a Parmi eux, mis en avant un manque de temps dû à la crise sanitaire.



Dans 28%, des établissements l'accès aux plaintes et réclamations est inexistant.



Il s'agit d'une mise en veille de la démocratie en santé particulièrement préoccupante!

Ne plus transmettre et donc ne plus examiner ces plaintes, c'est se priver de relever des dysfonctionnements majeurs et s'interdire d'envisager des solutions.



des établissements, la transmission des plaintes et réclamations s'est poursuivie sans se dégrader.

Ce qui montre bien que cela était possible!





Parmi ceux qui ont accès aux plaintes et réclamations depuis le début de la crise





notent une diminution du nombre de plaintes et réclamations



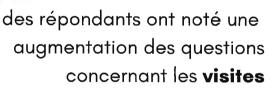
estiment que le nombre n'a pas varié



notent une augmentation

Thèmes abordés dans les plaintes et réclamations

46%





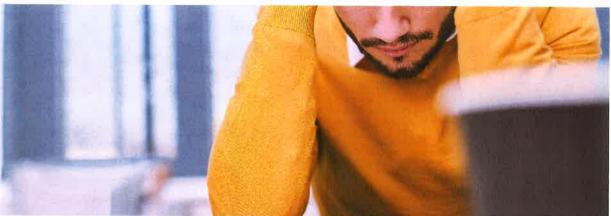


33.5%

sur la prise en charge des malades COVID

28% sur les déprogrammations FOCUS **PAGE**





CELLULES ETHIQUES, DE CRISE, ET DE RETOUR D'EXPERIENCE

des établissements ont 55% des etablissements c...
mis en place une cellule de crise

d'après les personnes interrogées

des échanges en

cellules de crise



des établissements ont inclus les RU dans les cellules de crise



On ne peut que regretter que huit établissements sur dix n'ont pas intégré les RU dans la réflexion de la gestion de crise alors qu'ils représentent les patients et les usagers.



Des RU ne savent pas si une cellule ou un comité éthique est en place dans leur établissement

16% indiquent qu'une cellule existait avant la crise,

1% indique qu'une cellule a été mise en place depuis la crise,

17% indiquent qu'il n'y a pas de cellule d'éthique.





6 RU sur 10

Ne savent pas si une instance travaillant sur les retours d'expérience (RETEX) est en place dans leur établissement







Pour les RETEX mis en place récemment, on peut regretter que les RU n'aient pas été associés.





VISITES

Des modifications dans quasi tous les établissements de santé!



38.5%



du nombre de personnes autorisées a été réduit



e visite sauf dérogation



es variations en onction de l'âge des

Dans 10.5% des cas, les RU ont été associés à l'élaboration de ces modifications. Dans 12.5%, les RU ont été associés à la communication auprès des patients et de leur proche.

Des RU indiquent que les modalités de visite des proches n'ont pas été modifiées pendant la crise

DES DISPOSITIFS ALTERNATIFS AUX VISITES







mise à disposition de smartphones et/ou tablettes numériques

désignation d'un référent privilégié

mise en place d'un numéro dédié

Ces dispositifs peuvent se cumuler dans certains établissements

ont par ailleurs indiqué qu'aucun dispositif spécifique n'a été mis en

ne savaient pas si c'était le cas

DÉPROGRAMMATIONS





27%

des RU interrogés indiquent avoir eu connaissance de déprogrammations au sein de leur établissement

54 %

des répondants, ne savent pas ou ne se prononcent pas sur ce sujet



parmi eux,

estiment que l'information des patients au sujet de ces déprogrammations a été complète et adaptée

19%

estiment que ce n'était pas le cas

Ce qui montre bien que les RU ont été tenus à l'écart de ces sujets.





IMPLICATION DES RU DURANT LA CRISE



se sentent mieux associés à la vie de l'établissement en février 2021, que lors de la première vague (mars-mai 2020)





ne se sentent ni mieux ni moins bien associés



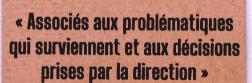
se sentent moins bien associés



VERBATIMS

FÉVRIER 2021





"Un grand sentiment d'impuissance, un rôle bien vide "

« Les RU ont reçu toutes les consignes au fur et à mesure de l'épidémie ».

"Difficile de savoir si l'organisation relève du directeur ou uniquement de L'Etat "

"Je pense que les soins ont été maintenus"

«RU, partenaires très appréciés par la direction et différents services»

"La relation avec les équipes continue d'être excellente".

« Aucun dialogue possible. Information au compte-goutte »



ONCLUSION

enquête démontre, que dans de nombreux cas, l'exercice de la démocratie en santé, au sein des établissements de santé, a été mis en veille pendant la crise sanitaire de 2020. Cette crise que l'on peut qualifier d'inédite a entrainé des dysfonctionnements à

- des instances se réunissant trop peu,
- des plaintes et réclamations moins, voire plus du tout transmises aux représentants des usagers, alors qu'elles constituent un levier majeur pour améliorer ou simplement adapter les pratiques,
- des représentants des usagers trop souvent mis sur la touche, y compris sur des sujets majeurs pour les patients et leurs proches, comme par exemple les visites,
- une mise en retrait de certains RU, puisqu'ils ne sont que 37.5% à indiquer avoir eu des échanges entre RU de leur établissement en dehors des réunions de CDU.

L'enquête démontre également que certains établissements ont su maintenir une certaine démocratie en santé en réunissant les instances, en consultant les RU sur de nombreux points afin de les faire participer aux nécessaires adaptations de fonctionnement des établissements.

Dans ces établissements, il a été possible, malgré la crise, d'adapter et de faire vivre la démocratie en santé.

France Assos Santé Bourgogne Franche-Comté appelle représentants des usagers et les établissements à faire l'analyse de ce qui s'est passé et à mettre en place de nouvelles actions prenant en compte les valeurs de la démocratie en santé.



Comité enquête

Elodie HONG-VAN et Patricia MINARY DOHEN - France Assos Santé Bourgogne Franche-Comté

Clément BAILLEUL et Bianca DE ROSARIO - France Assos Santé Hauts de France

Clémence ROSSE - France Assos Santé Pays de la Loire

Maëlle PRIEUR et Célia VERLAND - France Assos Santé Normandie

Fouraha SAID-SOILIHI - France Assos Santé Ile-de-France

Marina LABISCARRE - France Assos Santé Occitanie

Adrien DELORME - France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes

Samira BOUDOUAZ - France Assos Santé Grand-Est

Maud LE RIDANT - France Assos Santé Bretagne

Christelle FELIX - France Assos Santé Corse

Géraldine GOULINET-FITE - France Assos Santé Nouvelle-Aquitaine

Johanna THOMAS - France Assos Santé Guadeloupe

Marie-Laure VEYRAT - France Assos Santé La Réunion

Pascale DELYON - France Assos Santé Guyane

Romain LANIESSE - France Assos Santé Centre-Val-de-Loire

Suzie RIDARCH - France Assos Santé Martinique

Thomas ROUX - France Assos Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sylvain FERNANDEZ-CURIEL - France Assos Santé

Conception questionnaire

Adrien DELORME - France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes Sylvain FERNANDEZ-CURIEL - France Assos Santé

Conception graphique

Thomas ROUX - France Assos Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

FRANCE ASSOS SANTÉ BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Antenne de Dijon : 2, rue des Corroyeurs - FF6 - 21000 DIJON

TEL. 03 80 49 19 37

Antenne de Besançon : 1, route de Marchaux - 25000 BESANCON TEL. 03 81 51 84 31

bourgogne-franche-comte@france-assos-sante.org

https://bourgogne-franche-comte.france-assos-sante.org